



ATELIERS

Jeudi 2 octobre

Atelier 1 Politiques d'aide en nature

Yan Desarzens, *Directeur de la Fondation Mère Sofia dont dépend la Soupe Populaire de Lausanne*
Laurence Ossipow, *Professeure HETS-Ge*

Résumé

Dépassant les recherches menées sur la « culture de la pauvreté » fondées sur un certain misérabilisme, la question de l'aide alimentaire caritative en contexte européen a été étudiée sous divers angles. Elle est souvent incluse dans une étude plus large de la pauvreté et de la difficulté à souffrir d'absence de logement ou de la faim dans des pays relativement favorisés. Elle se penche par ailleurs sur différentes formes de charité, don, bénévolat et réciprocité ainsi que sur l'aide sociale d'urgence étatisée. Certains ouvrages ou articles traitent aussi de la structure du budget et des repas ainsi que des choix alimentaires effectués en contexte d'aide sociale ou de précarité, s'interrogeant notamment sur les formes de surpoids ou d'obésité qui peuvent être recensés. Les études sur les banques alimentaires et les épiceries caritatives tendent également à se développer. Si l'aide sociale en nature a toute son utilité pour les personnes sans statut et sans abri non aidées officiellement ainsi que pour les individus dans l'extrême précarité, elle peut aussi être remise en question dans le cadre de politiques plus structurées destinées à couvrir les besoins des *working poor* et des personnes bénéficiant de l'aide sociale (Lorenz 2012).

À partir de l'exemple de la Soupe populaire (une entité de la Fondation Mère Sophia, notamment active à Lausanne) ayant servi plus de 60'000 repas durant l'année 2013 et des recherches menées sur cette thématique, nous nous proposons d'animer l'atelier 1 « Politique d'aide en nature » autour d'une discussion portant sur la nécessité de cette aide mais aussi sur « la honte d'avoir faim dans un pays riche » (Delavigne, Montagne, 2008).

Notices biographiques

Travailleur social de terrain dans des structures bas seuil en lien avec l'accueil d'urgence, puis dans la réinsertion sociale auprès de populations marginalisées, **Yan Desarzens** a repris la direction générale de la Fondation Mère Sofia en janvier 2012.

Après avoir travaillé sur le thème de l'alimentation, **Laurence Ossipow** s'est tournée vers une anthropologie de la migration et de la citoyenneté. Elle est actuellement professeure à la Haute École de Travail Social de Genève et responsable du CERES (Centre de recherche sociale) *Dernier ouvrage paru : Laurence Ossipow, Marc-Antoine Berthod et Gaëlle Aeby, 2014: Les miroirs de l'adolescence. Anthropologie du placement juvénile. Lausanne: Antipodes.*

Atelier 2 Politiques de retour à l'emploi : potentiel et limites

Alessandro Pelizzari, *Secrétaire Unia Genève*
Daniel Oesch, *Professeur UNIL*

Résumé

Depuis la fin des années 1990, on observe en Europe une réorientation des politiques sociales vers la réinsertion professionnelle. En Suisse, ce changement de politique concerne, outre l'assurance

invalidité, surtout l'aide sociale. Mis sous pression par une hausse régulière des charges, les responsables de l'aide sociale misent sur la réinsertion professionnelle. Le retour à l'emploi présente une stratégie pour permettre aux bénéficiaires de l'aide sociale de retrouver l'autonomie financière.

Cependant, la réinsertion professionnelle de ce public présente de nombreux défis pratiques. Primo, le placement à l'emploi n'a jamais fait partie des activités de l'aide sociale, et il requiert des compétences spécifiques et des contacts avec les entreprises. Des solutions empruntées dans les cantons sont la coopération avec les services de l'emploi ou la mise-sur-pied de nouvelles structures focalisant sur le retour à l'emploi des bénéficiaires de l'aide sociale. Secundo, les mesures de réinsertion professionnelle les plus prometteuses – notamment les allocations d'initiation à l'emploi – ne sont souvent pas disponibles pour cette catégorie de sans-emploi. Traditionnellement, les programmes sociaux visaient davantage l'intégration sociale que celle professionnelle. Tertio, le retour à l'emploi s'avère problématique si le placement se fait dans un marché de travail parallèle qui cantonne les individus dans des postes subventionnés et précaires qui sont souvent en concurrence avec des postes normaux. L'expérience des emplois de solidarité genevois a ainsi soulevé davantage de questions que donné des réponses.

L'objectif de cet atelier est de discuter le potentiel et les limites d'une politique qui vise la réinsertion professionnelle des bénéficiaires de l'aide sociale. Quels sont les problèmes pratiques à résoudre ? Quelles approches politiques paraissent prometteuses ? Les contributions au débat des acteurs de la pratique sont vivement encouragées.

Notices biographiques

Alessandro Pelizzari est Secrétaire régional du syndicat Unia Genève et président de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS). Il a étudié la sociologie aux Universités de Lausanne, Bologne et Berlin et clôt son cursus académique avec une thèse de doctorat à l'Université de Genève sur les dynamiques de précarisation en Suisse (« Dynamiken der Prekarisierung », 2008, UVK).

Daniel Oesch est professeur associé à l'Institut des sciences sociales à l'Université de Lausanne où il enseigne la politique de l'emploi et la stratification sociale. Il a étudié aux Universités de Genève, Lisbonne et Florence et défendu sa thèse de doctorat à Zurich. Son dernier livre s'intitule « Occupational Change in Europe » (2013, Oxford University Press). Entre 2002 à 2008, il a travaillé comme secrétaire national à l'Union syndicale suisse.

Atelier3 **Politiques de lutte contre l'endettement**

Olivier Cruchon, *Responsable de l'Unité d'assainissement financier, Ville de Lausanne*

Caroline Regamey, *Responsable de recherche et politique sociale, Centre social protestant Vaud*

Résumé

Au carrefour de la responsabilité individuelle et de la responsabilité sociale, soumis à de grands enjeux financiers, le surendettement des ménages privés a connu une évolution importante dans sa prise en compte en termes de politique sociale. Mais dans quelle mesure la prévention de l'endettement non maîtrisé, la gestion des dettes, voire le désendettement des particuliers font-ils maintenant partie du champ d'intervention sociale en Suisse, dans un contexte contradictoire ?

Nous nous intéresserons aux pratiques des services spécialisés, mais aussi à la manière dont cette problématique est abordée dans les espaces publics, politiques, scientifiques, à sa visibilité, ainsi qu'aux indicateurs à même de décrire le problème et son intensité, ou utiles à l'élaboration d'une politique publique en la matière.

Notices biographiques

Olivier Cruchon est responsable de l'unité d'assainissement financier (Unafin) du Service social de Lausanne (SSL). Il a étudié la gestion d'entreprise au sein de l'école des HEC de l'université de Lausanne puis travaillé durant plusieurs années dans la réinsertion professionnelle. L'Unafin est active dans la lutte contre le surendettement des ménages privés et elle est membre de l'association Dettes Conseils Suisse.

Sociologue, **Caroline Regamey** exerce la fonction de chargée de politique et de recherche sociales au Centre social protestant Vaud. Le surendettement fait partie des thématiques issues du terrain dont elle étudie l'évolution. Elle accompagne dans le cadre de sa fonction certaines prestations spécialisées du CSP, dont l'aide au désendettement et la gestion de dettes, ainsi que les actions de prévention de l'endettement non maîtrisé, menées auprès des jeunes.

Atelier 4 **Politiques sanitaires : l'accès aux soins**

Dr Sophie Durieux-Paillard, *Médecin adjoint HUG responsable du Réseau Santé pour tous-Programme Santé migrants*

Myrian Carbajal, *Professeure à la Haute école de travail social de Fribourg (HES-SO)*

Résumé

Favoriser l'accès aux soins des populations en situation de précarité : un exemple d'élément de lutte contre la pauvreté

Tandis que 83 % de la population suisse déclare que son état de santé en général est bon ou très bon, 17 % le considèrent comme mauvais. Par ailleurs, 7.6 % de la population suisse vit sous le seuil de la pauvreté et 14 % se situent dans la « zone à risque ». En l'absence d'accès universel aux soins, le renoncement aux soins pour des raisons financières est une pratique loin d'être marginale chez le plus pauvres, sans compter qu'une fraction de la population échappe à toute statistique : sans domicile fixe, migrants illégaux, demandeurs d'asile déboutés. Au-delà des éléments économiques, les barrières linguistiques et socioculturelles sont aussi souvent un frein à la prise en charge médicale.

Ainsi, dans le 3^e pays le plus riche du monde en termes de PIB/habitant, l'accès aux soins est problématique pour une partie de la population. Durant cet atelier, nous nous intéresserons aux groupes les plus vulnérables (migrants, sans-papiers, *working poors...*), analyserons leur trajectoire en tenant compte de facteurs tels que le genre, le statut migratoire, l'appartenance sociale ou l'ethnicité et tenterons de proposer des pistes pour favoriser leur accès aux soins.

Références bibliographiques :

OFS, État de santé, renoncement aux soins et pauvreté. Enquête sur les revenus et les conditions de vie (SILC) 2011.

Notices biographiques

Médecin, spécialisée en santé publique, **Sophie Durieux-Paillard** est responsable du Programme santé migrants des Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG) et coordinatrice du Réseau santé pour tous, le programme « migrant friendly hospitals » des HUG cofinancé par l'Office Fédéral de la Santé Publique. Ses activités se partagent entre la clinique, la coordination de projets, l'enseignement et la recherche dans le domaine de la santé des migrants.

Myrian Carbajal est professeure à la Haute École fribourgeoise de travail social (HEF-TS). Ses recherches lui ont permis de s'intéresser aussi bien aux logiques et capacités d'action des femmes en situation précaire et aux stratégies identitaires des migrant-e-s qu'à la santé sexuelle et reproductive

des femmes migrantes. Dans ce cadre, elle s'est intéressée au thème des représentations sociales en lien avec la santé sexuelle et a analysé les logiques sous-jacentes des décisions de femmes se retrouvant face à des grossesses non prévues, d'interrompre ou de poursuivre leur grossesse.

Atelier 5 Politiques de la vieillesse

René Goy, *Directeur adjoint et responsable du Service social de Pro Senectute Vaud*

Céline Schmid Botkine, *Project Manager Social Report, FORS*

Résumé

Comme la plupart des pays d'Europe, la Suisse est touchée par le vieillissement de sa population. La faible fécondité conjuguée à la hausse de l'espérance de vie ainsi qu'au passage progressif à la retraite des générations issues du baby-boom accélèrent ce processus. L'arrivée de ces générations nombreuses à l'âge de la retraite soulève de multiples questions non seulement en termes de système des rentes vieillesse et maintien de leur niveau, mais également en termes de politique du marché de l'emploi ou de politique familiale, de logements, de participation sociale, de système de santé et de soins, de prise en charge des personnes vieillissantes.

L'une des principales préoccupations est aujourd'hui de garantir une retraite décente aux personnes de plus de 65 ans. Mais, on le sait, les personnes âgées ne constituent pas un groupe homogène et il en résulte ainsi certaines inégalités face à la vieillesse. Dans cet atelier, il s'agira tout d'abord de dresser un état des lieux de la précarité des personnes âgées, puis de présenter quelques exemples de politiques de pauvreté en matière de vieillesse. Comment peut-on répondre aux besoins de la vieillesse et de la grande vieillesse aujourd'hui ? Quelles sont les solutions mises en place, dans quel domaine et quels en sont les principaux acteurs ?

Notices biographiques

René Goy est directeur-adjoint et responsable de l'action sociale à Pro Senectute Vaud. Membre de plusieurs comités de fondations actives dans l'action sociale gérontologique et la formation en travail social, attaché aux convergences collaboratives dans les domaines sociaux et de la santé, il a fait partie du comité d'experts qui a établi en 2012 le rapport vaudois de Politique cantonale Vieillesse et Santé.

Céline Schmid Botkine est cheffe de projet au Centre de compétences suisse en sciences sociales FORS. Elle est responsable de la publication « Rapport social suisse » dont la dernière édition portait sur les relations entre les générations. Les questions du vieillissement démographique et de la situation des aînés dans la société constituent l'un de ses intérêts de recherche.

Atelier 6 Politiques d'intervention : la collaboration interinstitutionnelle

Stéphanie Codourey, *Adjointe de direction, Direction Générale de l'Action Sociale du Canton de Genève, Coordinatrice CII*

Cyrielle Champion, *Responsable de recherche, IDHEAP*

Résumé

La collaboration interinstitutionnelle (CII) comme instrument de lutte contre la pauvreté : d'une CII palliative à une CII préventive ?

La décennie passée a connu un développement sans précédent des initiatives cantonales et fédérales visant à favoriser la collaboration interinstitutionnelle (CII) entre l'assurance invalidité, l'assurance chômage et l'aide sociale. À l'origine de ces initiatives, il y avait notamment la volonté de parer à

l'« effet tourniquet », et d'offrir ainsi une solution conjointe à des personnes prises en charge simultanément par plusieurs institutions et présentant des problématiques complexes.

Toutefois, depuis le moment où ont été posés les fondements et les objectifs de la CII, plusieurs réformes légales et organisationnelles ont profondément changé le paysage institutionnel ainsi que l'enchaînement des prises en charge. De plus en plus, les systèmes cherchent à intervenir en amont des prestations, afin de prévenir aussi vite que possible les risques d'exclusion.

Dès lors, la collaboration interinstitutionnelle dans sa forme actuelle reste-t-elle une stratégie pertinente ? Faut-il donner un nouveau tournant à la collaboration interinstitutionnelle qui intègre cette nouvelle temporalité des prises en charge ? Et si oui, dans quelle mesure la CII peut-elle devenir un instrument de prévention de l'exclusion et de la pauvreté ? Cet atelier vise à débattre de ces questions fondamentales dans un contexte où la CII semble être en quête d'un nouveau sens.

Notices biographiques

Stéphanie Codourey est adjointe de direction auprès du secteur des politiques d'insertion de la direction générale de l'action sociale, État de Genève. Elle soutient notamment le développement des projets de réinsertion professionnelle et de la collaboration interinstitutionnelle (CII), et a participé à la mise en œuvre du projet CII-MAMAC dans le canton de Genève et à l'implémentation du nouveau concept cantonal CII. Au bénéfice d'une licence en relations internationales et d'un diplôme d'études approfondies en sciences de la communication et des médias, elle est actuellement en 3^e année du Master en administration publique de l'IDHEAP.

Cyrielle Champion est responsable de recherche au sein de l'unité de Politique sociale à l'Institut des hautes études en administration publique (IDHEAP), Université de Lausanne. En 2013, elle a défendu avec succès sa thèse de doctorat qui portait sur la coordination des régimes sociaux face au défi de la réinsertion professionnelle en Europe. Elle est l'auteure de plusieurs articles sur le sujet.

Vendredi 3 octobre

Atelier 7 **Politiques sanitaires : le travail social à l'hôpital**

Oliver Collis, *Assistant social, Service social somatique CHUV et Unité des populations vulnérables PMU*

Ilario Rossi, *Professeur UNIL*

Résumé

Concilier l'inconciliable ?

Le travail social en milieu médicalisé est impliqué et engagé. A la fois interdisciplinaire et interprofessionnel, à l'interface des patients, des professionnels soignants et de l'administration au sens large, il est légitimé par les politiques sanitaires et par les besoins de la clinique. Au CHUV, il est rattaché à la direction des soins.

L'assistant social (AS) fait partie des équipes soignantes, par sa formation continue, par le port d'une blouse blanche, par son insertion dans les services, par sa participation aux colloques pluridisciplinaires, par la prise en compte des pathologies et des diagnostics des patients, mais aussi par le fait que les conditions de vie sont souvent plus vulnérables avec la maladie ou l'accident. Ses compétences sont spécifiques : promotion d'une dynamique de formation continue, d'une pratique réflexive, d'une collaboration active avec le réseau de soins. Ses objectifs professionnels exigent de la créativité dans des situations sociales complexes, en valorisant le point de vue du patient par une

relation de confiance. Cet atelier discutera des tensions au cœur du travail social en milieu hospitalier : comment favoriser l'accès équitable à un soutien social centré sur les besoins et respectueux de la personne? comment garantir l'accès aux soins pour tous selon les normes et les lois sociales en vigueur tout en conservant une marge de manœuvre qui lui permet d'être en accord avec ses valeurs et sa déontologie ?

Notices biographiques

Oliver Collis, est assistant social en milieu médicalisé au sein du service social somatique du CHUV, secteur médecine chirurgie. Il est AS référent pour les urgences du CHUV, AS à l'unité des populations vulnérables (UPV) de la PMU pour les urgences et les spécialités, membre du Groupe de référence pour les situations complexes de patients non ou insuffisamment assurés, ainsi que membre du bureau opérationnel de la Commission Populations Sociales (bureau CPS) en lien avec les équipes et projets qui traitent des patients vulnérables. Il est aussi suppléant de la cheffe du service social somatique. Licencié de sociologie et d'anthropologie de l'UNIL, il est aussi ancien ambulancier, ex responsable de l'unité socio-éducative de terrain à Lausanne, et spécialiste de la prise en charge de personnes défavorisées, suisses ou migrantes, toxicomanes, sans domicile fixe, sans papiers, non assurés.

Ilario Rossi est anthropologue, professeur en anthropologie médicale et de la santé à la faculté des sciences sociales et politiques de l'UNIL. Ses activités d'enseignement et de recherche se développent autour de deux axes, respectivement médecine et société et santé et mondialisation. Il a notamment travaillé vingt ans au sein d'institutions hospitalières.

Atelier 8 **Politiques d'insertion en direction des familles pauvres**

Antonello Spagnolo, *Chef de la section Aide et insertion sociales du canton de Vaud, SPAS*

Anne Perriard, *Collaboratrice de recherche, Haute école de travail social et de la santé — EESP — Lausanne (HES-SO), doctorante LIVES*

Résumé

En 2012, le gouvernement vaudois a introduit un programme de coaching en direction des « familles pauvres » récipiendaires du Revenu d'insertion. Ce dispositif, nommé Coaching Familles (COFA), vise à encourager ces familles à entrer dans l'emploi ou de les aider à augmenter leur participation à l'emploi pour qu'elles ne soient plus dépendantes de l'assistance sociale. Dans le cadre de ce programme, un-e coach accompagne les familles qui le désirent pendant une année dans leur parcours d'insertion.

Cet atelier propose de croiser les regards sur la catégorie « familles pauvres » qui réunit une variété de formes familiales et de lancer une réflexion sur les politiques d'insertion qui leur sont destinées.

Notices biographiques

Antonello Spagnolo est responsable de la section Aide et Insertion Sociales auprès du Service de Prévoyance et d'Aide Sociales du canton de Vaud. Il conduit depuis 2005 le programme FORJAD visant l'insertion par la formation professionnelle des jeunes adultes à l'aide sociale. Soucieux du développement de mesures d'insertion sociale efficaces et utiles aux personnes, il est à lancé depuis peu avec sa section un projet de coaching (COFA) destiné aux familles à l'aide sociale.

Anne Perriard est chargée de recherche à la Haute école de travail social et de santé de Lausanne et doctorante dans le cadre du Pôle de recherche national LIVES. Sa thèse porte sur l'usage des catégories d'âge dans les politiques sociales et les inégalités sociales qu'elles participent à (re)produire.

Atelier 9 Politiques d'intervention : le case management

Yann Fleury, *Case Manager à Swisscom*

Pierre Gobet, *Professeur à la Haute école de travail social et de la santé — EESP — Lausanne (HES-SO)*

Résumé

Le case management permet d'assurer un suivi continu et cohérent en confiant son pilotage à une personne unique – le ou la case manager – à qui revient de garder une vue d'ensemble du processus. Sa mise en œuvre est particulièrement indiquée lorsque les fournisseurs de prestations sont fortement spécialisés et leur offre largement diversifiée. Quand les compétences et les responsabilités institutionnelles ne sont plus définies de manière claire et univoque, il permet d'éviter l'effet tourniquet. Pour cette raison, c'est un outil essentiel de la collaboration interinstitutionnelle.

Dans cet atelier, nous présenterons les caractéristiques principales du case management et illustrerons sur la base d'exemples pratiques la manière de travailler du ou de la case manager. Les participants et les participantes seront invités à réfléchir aux potentiels du case management dans la lutte contre la pauvreté, mais aussi à ses dangers lorsqu'il est appliqué à mauvais escient.

Notices biographiques

Infirmier de formation, **Yann Fleury** occupe la fonction de Case Manager auprès du département des ressources humaines du groupe Swisscom. À ce titre, il s'occupe de la réhabilitation professionnelle des collaborateurs en absence de longue durée.

Docteur en Sociologie, **Pierre Gobet** est Professeur à la Haute école de travail social et de la santé — EESP — Lausanne (HES-SO). Dans ce cadre, il est responsable du CAS en case management.

Atelier 10 Politiques de l'enfance

Ariane Nshimirimana *Cheffe de groupe des assistants sociaux scolaires, Service de santé des écoles de Lausanne*

Dominique Malatesta, *Professeure à la Haute école de travail social et de la santé — EESP — Lausanne (HES-SO)*

Résumé :

Deux grands axes de discussion sont proposés dans cet atelier afin d'interroger, d'une part, le statut de l'enfant dans l'intervention et, d'autre part, les approches de la vulnérabilité dans les politiques de l'enfance. Celles-ci s'appuient sur des dispositifs variés d'accompagnement, de soutien et d'intervention, dont les acteurs sont des professionnel·e·s aux disciplines et aux statuts variés (écoles, foyers, accueil de jour, logement social...), mais aussi des bénévoles engagés dans l'accompagnement des enfants (clubs de sport, soutien scolaire, associations de quartiers...). A partir de ce constat, deux questions sont traitées :

- Les politiques de l'enfance par rapport aux situations de vulnérabilité font-elles des choix entre 1) l'action sur les conditions de vie des enfants (loisir, logement, scolarité...) et 2) l'intervention spécifique sur des groupes cibles définis comme « à risque » ?
- Comment les intervenant·e·s envisagent-ils-elles l'enfant en terme de statut et de reconnaissance et celui-ci peut-il être acteur des décisions le concernant ?

Notices biographiques :

Dominique Malatesta, sociologue et professeure à la HES Travail social et santé, s'intéresse à l'engagement que les enfants font valoir dans les situations qu'ils vivent. Elle mène des travaux sur le thème des mobilisations associatives incluant la participation des enfants, notamment dans les clubs de sport.

Ariane Nshimirimana, Cheffe de groupe des assistants sociaux scolaires à la Ville de Lausanne, (DEJCS), soutient et accompagne des enfants/élèves et leurs familles dans leurs problématiques scolaires, sociales, familiales et/ou éducatives, en lien avec les intervenant-e-s extérieur-e-s à l'école. Elle aide au renforcement du lien et de la communication entre l'école et les familles.

Après avoir obtenu un Master européen en médiation, elle a participé à l'élaboration d'un projet de mise en place d'ombudsman et de services de médiation administratives au Burundi. Elle s'est engagée également à la mise en place d'un projet de développement communautaire axé sur la formation et l'éducation au Burundi.

Atelier 11 **Politiques de l'emploi et d'insertion : entreprises d'insertion et stages en entreprise**

Christian Lopez Quirland, *Directeur OSEO Genève*

Véronique Antonin-Tattini, *Professeure HETS Vs*

Résumé :

Organismes d'insertion : le stage comme outil d'aide au placement

Depuis quelques années, les stages en entreprise sont devenus un outil essentiel, voire prédominant, dans les politiques liées à l'insertion professionnelle. Aussi, l'ensemble des acteurs, privés, publics ou associatifs en ont fait un instrument central.

Sous cette terminologie commune, le stage connaît pourtant diverses formes (stages d'observation, de formation, de rendement), correspondant aussi à des objectifs différents (évaluation, acquisition d'expériences ou de compétences, et parfois même outil de vérification de l'employabilité). Or, cette diversité a des implications financières, sociales et organisationnelles sur les bénéficiaires, sur les entreprises qui accueillent les stages et enfin sur les organismes qui sont mandatés pour préparer les stages.

En prenant appui sur des exemples de terrain en Suisse, cet atelier a pour objectif de discuter de l'instrument du stage tel qu'il est conçu et pratiqué, ainsi que des enjeux qu'il soulève pour les professionnels, les bénéficiaires et plus largement les politiques d'insertion.

Notices biographiques :

Licencié en Science Politique à l'Université de Genève, **Christian Lopez Quirland** est directeur de l'OSEO Genève depuis 2002. Entre 1996 et 2001, il travaille au Service de l'emploi du canton de Vaud (LMMT) à la création des mesures actives du marché du travail. Fin 2001, à la demande de la direction de l'OSEO nationale, il conçoit et met sur pied 12 programmes d'insertion professionnelle pour des publics variés: non-francophones, jeunes, personnes faiblement qualifiées et qualifiées et dans divers secteurs; formation, placement, intégration et insertion. L'OSEO Genève compte aujourd'hui environ 65 collaboratrices et collaborateurs et collabore dans des projets au niveau fédéral, cantonal et communal.

Véronique Antonin-Tattini est politologue et professeure à la Haute école valaisanne de travail social (HEVS). Elle s'intéresse particulièrement aux politiques d'insertion et aux pratiques des professionnels les mettant en œuvre. Ses terrains de recherche concernent tant des organismes publics de placement (offices d'assurance-invalidité, offices régionaux de placement, etc.) que des organismes privés dans le domaine (institutions spécialisées, agences commerciales, etc.).

Atelier 12 **Politiques du logement : Le logement social au cœur des politiques urbaines**

Grégoire Junod, *Conseiller municipal, Direction du logement et de la sécurité publique, ville de Lausanne*

Luca Pattaroni, *Maître d'enseignement et de recherche au Laboratoire de sociologie urbaine de l'École polytechnique fédérale de Lausanne*

Résumé

Politiques du logement : Le logement social au cœur des politiques urbaines

Les politiques du logement social ont connu ces dernières décennies d'importantes transformations – en Suisse et dans toute l'Europe – à la hauteur des changements de la "question sociale" (diversification des situations de vulnérabilité, augmentation du taux de divortialité, vieillissement de la population, etc.). Le logement social n'apparaît plus simplement comme un "toit sur une tête" mais comme un outil essentiel à la fois des politiques d'insertion et de la mixité urbaine. Cet atelier sera consacré ainsi à une réflexion sur les enjeux et les outils des nouvelles politiques du logement social (accompagnement socio-pédagogique, action communautaire, parcours d'insertion, etc.). Pour introduire le débat, Monsieur Grégoire Junod, Conseiller Municipal en charge du logement et de la sécurité publique, présentera la politique lausannoise et le Dr Luca Pattaroni, maître d'enseignement et de recherche en sociologie urbaine à l'EPFL, reviendra sur les grandes tendances européennes.

Notices biographiques

Père d'une fille de 10 ans et d'une belle-fille de 20 ans, **Grégoire Junod** a grandi à Lausanne où il a également accompli ses études en histoire et en sciences économiques. Engagé en politique depuis 1993, il a siégé 9 ans au Conseil communal et présidé le parti socialiste lausannois durant 4 ans. Elu en 2007 au Grand Conseil vaudois, il a présidé le groupe socialiste et siégé à la commission des finances. Conseiller municipal depuis 2011, il reprend, dès 2012, la direction du logement et de la sécurité publique à Lausanne, abandonnant la culture et les assurances sociales au profit de la police.

Luca Pattaroni est docteur en sociologie, Maître d'enseignement et de Recherche au Laboratoire de Sociologie Urbaine (LaSUR) de l'EPFL. Il est en outre rédacteur en chef de Métropolitiques et co-directeur de la revue EspaceTemps.net. Il a été chercheur invité à l'Université de Columbia (New York) ainsi que professeur invité à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro. Il mène depuis une dizaine d'année des travaux portant sur l'habitat, les mouvements urbains ainsi que, plus largement les modes de vie et le développement territorial.

Atelier 13 **Politiques du logement : l'hébergement d'urgence**

Éric Mullener, *Directeur de La Tuile à Fribourg*

Éric Crettaz, *Adjoint scientifique, HETS-Ge*

Résumé

Politiques du logement : de l'hébergement d'urgence à la réinsertion par le logement

Les accueils de nuit sont souvent réduits à une fonction d'hôtel social : ils ne seraient que ce qu'ils offrent, un lieu où dormir. Les personnes qui connaissent cet environnement particulier savent qu'il en est autrement : ces accueils de nuit sont et font bien davantage. Répondant à des besoins variés, ils visent à aider les bénéficiaires à sortir de leur situation d'urgence.

Plusieurs modèles ont été développés en Europe pour atteindre ce but. Celui du « logement d'abord » consiste à loger les personnes, après la phase d'urgence, dans un appartement dans lequel un-e professionnel-le du travail social intervient. Il s'oppose aux modèles plus traditionnels dits « en cage d'escalier », où le passage de l'hébergement d'urgence au logement indépendant se fait par

étapes. Certains pays nordiques ont également développé des programmes de « logements atypiques pour personnes atypiques » destinés aux personnes les plus « désocialisées ».

La recherche montre qu'il n'y a pas de modèle idéal. La population des personnes temporairement ou durablement sans-abri est hétérogène, et les causes du sans-abrisme sont à la fois structurelles et individuelles : marchés du logement et du travail difficiles d'accès, montant des prestations sociales en espèce, violences domestiques, troubles psychiatriques et addictions.

Comment articuler réponse à un besoin urgent (le logement) et travail social en profondeur ? C'est le thème qui sera mis en discussion dans cet atelier.

Notices biographiques

Éric Mullener est directeur de l'association La Tuile depuis 1996. Il est à l'origine de projets qui ont permis la création de logements accompagnés et d'un accueil de jour à Fribourg. Il a participé à l'organisation d'événements publics à caractère social (Festival de Soupes...). Il a initié plusieurs publications touchant les questions de l'exclusion.

De formation commerciale, il a notamment suivi la formation en direction d'institution sociale (Institut romand des sciences et pratiques du social IRSP) et celle de gestion des organisations sans but lucratif. Il est au bénéfice d'un certificat exécutif en management et action publique de l'IDHEAP.

Éric Crettaz est adjoint scientifique à la Haute école de travail social de Genève. Il a obtenu un titre de docteur en administration publique de l'IDHEAP pour sa thèse portant sur les politiques permettant de combattre la pauvreté laborieuse en Europe et en Amérique du Nord. Il s'est spécialisé dans l'analyse et l'évaluation des politiques sociales en général, et des politiques de lutttes contre la pauvreté en particulier, mais aussi dans l'analyse et la mesure des phénomènes de pauvreté et de qualité de vie, et a participé à divers réseaux et projets de recherche suisses et européens étudiant ces diverses thématiques.